

Préparer les lendemains de crise

Les recettes du conseil économique et social

Le CES soutient l'action du gouvernement pour sortir de la crise. Et insiste beaucoup pour le maintien de la cohésion sociale.

MICHEL PETIT

Trente et une réunions de travail, un long chapitre sur les finances publiques, un autre sur les défis de la politique de la santé, un autre sur l'avenir du secteur financier, le tout dans un climat que le Conseil économique et social (CES) n'hésite pas à comparer à la crise de la sidérurgie des années 70.

Son dernier rapport, présenté mercredi dernier par son président Serge Allegrezza, servira sans aucun doute de document de base à Jean-Claude Juncker lorsque celui-ci, prochainement, présentera son discours sur l'État de la nation. Le Premier se sentira d'ailleurs conforté dans la mesure où le CES salue la réaction du gouvernement dans ses opérations de sauvetage des banques et dans son plan de relance de l'économie. Le message du CES a également

été entendu par la commission parlementaire «Crise économique et financière».

Le CES s'est concentré, outre l'analyse locale, européenne et mondiale de la crise «d'une gravité exceptionnelle», sur ce qu'il appelle «la préparation de l'après-crise. Le CES est convaincu que la sortie de la crise se fera au mieux si les partenaires sociaux et le gouvernement intensifient le dialogue social au niveau national et dans les entreprises afin de trouver des solutions négociées». En filigrane, le CES craint que quantité d'employeurs profitent du contexte actuel pour dégraisser. Ou délocaliser.

Le CES imagine le retour des beaux jours si le pays investit des secteurs comme les éco-technologies, les technologies de la santé, la logistique... Tout cela dans le carcan de l'aménagement du territoire, «pilier du développement durable».

INDICATEURS FIABLES

Les banques et assurances vont, longtemps encore, subir une crise par une vraisemblable vague de fusions et de re-

structurations. À elles de découvrir de nouvelles niches de compétences, tirer avantage de leur expertise, notamment de la recherche scientifique en matière de finances. À creuser aussi: la piste de la finance islamique.

Comme tant d'autres, le CES implore la simplification administrative, pour le citoyen comme pour les entreprises. Pour Serge Allegrezza et ses acolytes, la cohésion sociale doit rester au centre des préoccupations. Et, donc, la politique de la santé appelée à se focaliser sur le secteur hospitalier et sur la prévention. Avec, in fine, un risque pour l'équilibre budgétaire, même si l'actuelle dette de l'État laisse encore aux gouvernants pas mal de marge de manœuvre.

Toutefois, personne ne perd de vue la faiblesse des recettes fiscales, au moment de l'accroissement des dépenses d'investissements, qui plombent le budget de l'État. Un risque pour ce que Serge Allegrezza appelle la soutenabilité à long terme des finances publiques? Cela dit, le CES demande de disposer d'indicateurs OCDE un tantinet plus fiables afin d'estimer la réelle efficacité du système de

santé luxembourgeois. Quoi qu'il en soit, la crise ne peut être un argument pour ralentir les réformes inscrites dans le plan national pour l'innovation et le plein emploi.



Photo: Martine May

Dans le marasme économique actuel, Serge Allegrezza plaide pour le maintien de la cohésion sociale